



HAL
open science

Hubert Pérès et Christophe Roux (dir.), La démocratie espagnole. Institutions et vie politique, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, (Didact. Science politique)

Xabier Itçaina

► **To cite this version:**

Xabier Itçaina. Hubert Pérès et Christophe Roux (dir.), La démocratie espagnole. Institutions et vie politique, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, (Didact. Science politique). Revue Française de Science Politique, 2017, 67 (4), pp.784-786. hal-01635336

HAL Id: hal-01635336

<https://hal.science/hal-01635336>

Submitted on 20 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pérès Hubert, Roux Christophe, dir. *La démocratie espagnole. Institutions et vie politique.* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016 (Didact. Science politique). 310 p.

Xabier Itçaina

CNRS-Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

Compte rendu publié pour la Revue française de science politique, 67 (4), 2017.

Judicieusement intégré à la collection « Didact. Science politique » des Presses Universitaires de Rennes, l'ouvrage dirigé par Hubert Pérès et Christophe Roux vient combler une lacune en matière d'études francophones sur le régime politique espagnol. Prenant soin d'éviter le biais de certains ouvrages collectifs, ce volume n'est pas une simple collection d'articles mais bien un outil intégré de sociologie politique faisant le point sur les principales évolutions de la démocratie espagnole depuis les années de transition. Rédigé en français, l'ouvrage n'en est pas pour autant une production purement hexagonale puisqu'y sont mobilisés dix-neuf spécialistes travaillant en France mais aussi en Espagne et aux États-Unis. Le lecteur retrouvera tout au long des quinze contributions les éléments d'analyse classique des régimes politiques démocratiques : élections et système de partis, sociologie des élites politiques, mobilisations collectives, transformations de l'État providence, politique de sécurité et de défense. S'y greffent des contributions concernant les spécificités du régime espagnol : violence politique, caractère « introuvable » (p. 23) de l'État nation, évolution de l'État des autonomies, effets de la crise économique de 2008. La dimension pédagogique du volume se traduit en outre par une contribution inaugurale d'H. Pérès et de C. Roux synthétisant les repères chronologiques de l'histoire politique espagnole.

En renonçant à l'exhaustivité, l'on se limitera à mettre en exergue deux apports, parmi bien d'autres, de ce volume. D'une part, l'ouvrage se singularise par l'attention apportée aux interactions entre champ politique et champ socio-économique. Aux côtés des entrées attendues sur la forme de l'État ou les systèmes de partis, trois chapitres se penchent spécifiquement sur l'évolution de l'économie et des politiques économiques depuis le franquisme jusqu'à la période la plus contemporaine (H. Peres), sur les mutations de l'État providence (Jordi Caïs et Francisco Javier Moreno Fuentes), et sur les évolutions des mobilisations collectives (Sophie Bérout). H. Peres montre bien comment la crise économique de 2008, soit l'un des catalyseurs de la recomposition du système partisan, doit être saisie sur le temps long dans une approche cyclique des crises et des reprises d'une économie aux bases productives fragiles, peu innovantes et dépendantes de secteurs à forte précarité comme la construction et le tourisme. L'auteur pointe également l'efficacité limitée de politiques économiques sous contraintes nationales et européennes, alternant entre mesures de relance et politiques d'austérité, et confrontées aux difficultés structurelles du régime économique espagnol. Cette instabilité relative se ressent également du côté des politiques sociales. Le chapitre sur les transformations de l'État providence montre comment une idéologie familialiste, socle du modèle méditerranéen d'État providence, avait longtemps permis aux politiques publiques de contenir l'augmentation de la dépense publique. Ce modèle d'assistance est aujourd'hui en crise profonde du fait des changements radicaux des conditions socio-économiques dans lesquelles se déploie l'institution familiale. L'immigration

joue désormais un rôle majeur dans la structuration du marché de l'aide à domicile, au point d'institutionnaliser un modèle d'assistance par l'immigration qui viendrait répondre aux défis posés par le vieillissement de la population. À ce titre, ce sont tout particulièrement les femmes immigrées qui constituent désormais un pilier et une garantie pour la survie immédiate du régime de *welfare* espagnol. Les politiques publiques adoptent une attitude ambivalente à cet égard. D'une part, la transformation en 2012 du régime de sécurité sociale qui affecte les travailleurs de l'aide à domicile ambitionne de faire émerger une partie de l'économie souterraine, particulièrement prégnante dans ce secteur. Dans le même temps, la mise en oeuvre de certains des nouveaux instruments d'action publique en ce domaine, comme la loi dépendance de 2006, est fortement compromise par les coupes budgétaires décidées en réponse à la crise économique et financière. Les mutations socio-économiques et les politiques d'austérité qui en découlent, enfin, influent sur la fabrique des mobilisations collective. À ce titre, S. Bérout identifie deux cycles majeurs de protestation, l'un lié aux années de transition et au début des années 1980, l'autre s'ouvrant au début des années 2000 et qui sera amplifié par la crise de 2008. Loin de se réduire à des mobilisations focalisées sur les enjeux socio-économiques, ce sont bien les interactions entre l'espace des mouvements sociaux et un champ politique à polarités multiples que viennent interroger ces protestations collectives. Comment, s'interroge S. Bérout, Podemos doit-il aujourd'hui se positionner par rapport à d'autres acteurs de la conflictualité sociale espagnole, à commencer par les mouvements nationalistes et ce, tout particulièrement en Catalogne ? À ce titre et dans la production francophone, ce chapitre pourra être lu en miroir du volume *Contester en Espagne* coordonné par Alicia Fernández-García et Mathieu Petithomme¹.

Le deuxième apport du volume consiste, tout en redonnant sa part à l'Histoire, à s'extraire d'une approche « transitologique » du cas espagnol pour interroger frontalement les recompositions les plus contemporaines du système politique dans son ensemble. La postface de Richard Gunther, José Ramón Montero et Hubert Pérès met ainsi en exergue les deux principaux enjeux susceptibles de provoquer un changement structurel du système politique. Le premier concerne la polarisation des clivages politiques. Caractéristique de la transition démocratique, la modération des principales lignes de clivage semble l'avoir cédé à une nouvelle polarisation liée à la crise économique et à la question nationale, mais aussi, de façon moins attendue, à une nouvelle politisation du religieux. Abordée ici du point de vue des partis, des élites politiques et du vote, cette nouvelle polarisation mériterait d'ailleurs d'être saisie depuis la perspective des acteurs religieux eux-mêmes. L'Église catholique, pour n'en citer qu'un, semble ainsi avoir dépassé l'exigence de consensus propre à la transition pour redevenir militante sur des enjeux à la fois idéologiques et sectoriels. La deuxième incertitude est plus directement liée aux échéances électorales, avec deux questionnements. D'une part, les élections législatives du 20 décembre 2015, par le quadripartisme qu'elles ont exprimé, ont généré une forme de blocage institutionnel et une forte incertitude politico-institutionnelle. D'autre part, la question catalane soulève la question du devenir d'un État des autonomies que l'on pensait stabilisé.

¹ Voir *supra* la recension de ce livre par Héloïse Nez, p. 768-770.

Au final, le volume dirigé par H. Peres et C. Roux propose une synthèse intégrée et utile des enjeux majeurs auxquels est confrontée la démocratie espagnole contemporaine.